

*Le budget—M. Neil*

sociaux que nous avons prévus, très satisfaits des 2,500 autres qui leur sont assurés.

Le secrétaire parlementaire peut-il préciser certains des rouages du programme REEL en ce qui concerne les nouveaux acheteurs de maisons? Certains de mes électeurs se sont montrés vivement intéressés. Durant la fin de semaine, quelqu'un s'est plaint auprès de moi que ce programme ne serait peut-être pas mis en place avant un mois ou deux. Le secrétaire parlementaire sait-il au juste à quel moment ce programme entrera en vigueur et à partir de quand on pourra y avoir recours?

[Français]

**M. Malépart:** Monsieur le Président, pour répondre à l'honorable député, à mon avis, il a raison de dire que grâce au gouvernement canadien, dans le domaine du logement social, le ministre des Finances a ajouté 2,500 unités pour répondre à cette demande-là.

En ce qui concerne le nouveau programme qui est instauré avec le REEL... Je sais que dernièrement, il y a eu des rencontres pour établir des moyens de communication avec les divers milieux et aussi pour bien renseigner la population. Je suis assuré que prochainement tous les députés et la population en général seront renseignés sur la façon de procéder relative au programme et pour bénéficier le plus rapidement possible de ces avantages que le gouvernement leur accorde pour l'achat de propriétés.

Un autre programme est vraiment important pour les Canadiens, c'est celui relatif à l'accession à la propriété, pour faire fonctionner le domaine de la construction, c'est ce qui a trait aux assurances-prêts. L'an dernier, au Québec, plus de 24,000 familles ont bénéficié des assurances-prêts grâce au programme de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Il y a 24,000 familles qui ont pu bénéficier de l'achat de propriétés pour une garantie de prêts de plus de sept millions.

Alors c'est un autre programme qu'il ne faut pas négliger car il touche toutes les régions du pays et est vraiment efficace et ce, en plus des \$3,000, et en plus des programmes de rénovation. Alors je pense que là-dessus on a à se féliciter des programmes ainsi que de notre personnel et des fonctionnaires de la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui remplissent un rôle important et sont des plus efficaces auprès de la population.

[Traduction]

**M. Doug Neil (Moose Jaw):** Monsieur le Président, j'aime toujours écouter les députés d'en face et les ministres lorsqu'ils se félicitent des mesures et des programmes que le gouvernement a adoptés. Ils s'en accordent tout le crédit en oubliant que c'est le contribuable qui fait les frais de cette dette énorme que le gouvernement a contractée au fil des ans, que sans lui il n'y aurait tout simplement pas de programme. Je trouve donc que c'est lui qu'il faudrait remercier et non le gouvernement.

J'ai écouté attentivement ce que le ministre des Finances (M. Lalonde) a dit lorsqu'il a présenté son budget le mardi 19 avril. J'ai bien aimé ce qu'il a dit lorsqu'il a prétendu que le succès des mesures qu'il proposait dépendait de l'attitude des Canadiens en général et de la façon dont elles seraient accueillies par le secteur privé. Il a fallu 15 ans au gouvernement pour se rendre compte combien le secteur privé occupait une place importante au sein de notre économie.

Les milieux agricoles figurent parmi les représentants les plus importants du secteur privé, le secteur de la libre entreprise. Quand je me suis présenté à la Chambre pour écouter le ministre faire son exposé budgétaire, j'ai cru qu'il allait parler des agriculteurs. J'ai été franchement déçu, car il ne commence à en parler qu'à la page 9 du budget et ce qu'il a dit m'a fort déçu. Les mesures que les députés de ce côté-ci de la Chambre et que les agriculteurs en général attendaient n'y figuraient pas.

Il a été question de l'agriculture en deux endroits. La première fois, je le répète à la page 9. On parle de dispositions qui permettraient aux agriculteurs de reporter leurs pertes sur dix ans au lieu de sept comme c'est le cas d'autres entreprises. Pour celui qui ne fait aucun bénéfice et qui ne prévoit pas en faire dans l'immédiat, c'est une bien piètre consolation que de pouvoir reporter ses pertes sur une période de dix ans quand l'exploitation va mal.

On parle ensuite à la page 10 de 100 millions de dollars supplémentaires qu'on mettrait à la disposition de la Société du crédit agricole pour qu'elle puisse prêter aux agriculteurs en grandes difficultés. C'est une importante mesure. Quand le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart) a dit que ce budget était excellent pour les agriculteurs, je me suis demandé si nous parlions bien du même budget. Mais je me suis rendu compte qu'en fait il ne représentait pas une région agricole. Il représente une circonscription de Montréal et j'ai bien l'impression qu'il ne connaît pas grand-chose à l'agriculture et aux difficultés actuelles des agriculteurs.

● (1740)

Il n'est guère étonnant que le ministre des Finances ait oublié l'agriculture dans ce budget. Cela fait des années que le gouvernement néglige ce secteur. Il l'a laissé tomber même si l'agriculture est l'épine dorsale de notre économie. Par exemple, les ventes de grain constituent un des principaux éléments positifs de notre balance des paiements.

Notre économie ne peut pas être prospère si notre agriculture ne l'est pas. Quand l'agriculture est en difficulté les fabricants et les marchands de machines agricoles en subissent les conséquences, ainsi que les fabricants d'automobiles et de camions, les détaillants...

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Les fabricants d'engrais.

**M. Neil:** Les fabricants d'engrais, comme l'a dit mon collègue ainsi que les petites entreprises...

**M. Blais:** Il parle toujours d'engrais.

**M. Neil:** Le député d'en face a dit que mon collègue parlait toujours d'engrais. Je lui ferai remarquer que nous avons en face de nous de quoi engraisser tout un champ, mais que la récolte ne serait pas bien fameuse.

Monsieur le Président, je tiens à dire que les agriculteurs ne demandent pas de cadeau. L'agriculteur est une libre entreprise et elle demande simplement la possibilité de produire, de vendre et de réaliser un profit honnête.

**Des voix:** Bravo!

**M. Neil:** Pour accroître la production agricole il faut faire de la recherche industrielle. Qu'a-t-on fait dans ce domaine depuis dix ou 15 ans? Le budget de la recherche agricole a augmenté au rythme d'environ 1 p. 100 par an. Autrement dit, sa croissance a été inférieure au taux d'inflation.